Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 139 (1994)
Heft: 8

Artikel: La Suisse est-elle encore menacée?
Autor: Ducotterd, Paul
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-345436

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La Suisse est-elle encore menacée?

Par le colonel EMG Paul Ducotterd

Je choisis à dessein ce titre figurant sur la couverture de son fascicule de février pour entrer à nouveau en lice dans les cahiers de la *RMS*, au terme de trois années d'abstention. Point n'est de mon propos de revenir sur l'exposé clairvoyant de H. de Weck sur ce sujet. Ce titre n'est qu'un prétexte à rappeler quelques notions de première gravité.

Lorsque j'étais élève sous-officier, l'appréciation de la situation comprenait le facteur «ennemi». A d'autres échelons, cela s'appelle «la menace». Elle venait en dernier lieu dans le processus intellectuel, précédée en premier de la mission – considérée comme le phare éclairant impérativement toute la réflexion –, suivie du terrain – facteur principal du milieu, de l'environnement si vous voulez –, avec, en plus, une prise en conscience des moyens propres et de ceux d'appui. Cette analyse débouchait sur une conclusion que l'on appelait «décision».

Force me fut plus tard de reconnaître que, fondamentalement, même au niveau tactique supérieur, même au niveau opératif, cette procédure logique restait valable, en dépit de sa trivialité.

Où veux-je en venir? Tout bêtement à ce que ce n'est pas d'abord la menace qui préside au dessin d'une armée. La menace est, de tous les éléments d'appréciation, le plus instable. Cela est d'autant plus valable qu'il s'agit d'une armée de milice d'un petit pays, lente à mettre en forme et lente à monter en puissance à son niveau opérationnel. Non, il ne faut pas couper les cheveux en quatre. Plus les ressources sont minces, plus elles doivent être exploitées à fond. Une armée de milice, lente par force à la réaction, ne saurait se calquer sur les fluctuations mal prévisibles de la menace à court ni moyen terme. Le long terme est son lot. Or celui-ci échappe aux prévisions: qui, en 1930, prévoyait 1939? Et dire que l'on tient pour credo l'accélération de l'histoire. Le long terme s'est rétréci, en est donc devenu plus impératif encore!

Economes du sang, commençons par le bon bout: la mission. On veut la diversifier, faire de nos troupes des bonnes-à-tout-faire, des espèces de corvées moyenâgeuses, en quelque sorte. Au lieu de les axer sur leur raison fondamentale de maintien de l'intégrité et de l'indépendance.

Certes, une troupe vraiment militaire peut se prêter, en annexe secondaire, à des tâches civiles. Est-il besoin de rappeler au souvenir les «moblars» de certaines compagnies accordant main-forte aux paysannes dont les hommes étaient mobilisés, pour achever les fenaisons ou la récolte du blé? Les «tringlots» s'exerçant avec leurs chevaux à sortir du bois de ravines impossibles? Les cuisiniers remplissant de soupe le bidon-à-lait de déshérités? Les sanitaires pansant les «bobos» des gosses du village? N'en jetons plus, une troupe organisée n'a pas besoin d'ukaze du gouvernement pour, localement, si elle n'est pas engagée, se comporter en compatriote. Cela reste secondaire, aléatoire mais cordial.

Economes du sang, il faut revendiquer une armée solide et compacte et refuser une armée «à la bonne», une armée conçue à la baisse par des politiciens assujettis aux sacro-saints impératifs de l'administration et à leur économie louvoyant dans le contradictoire.

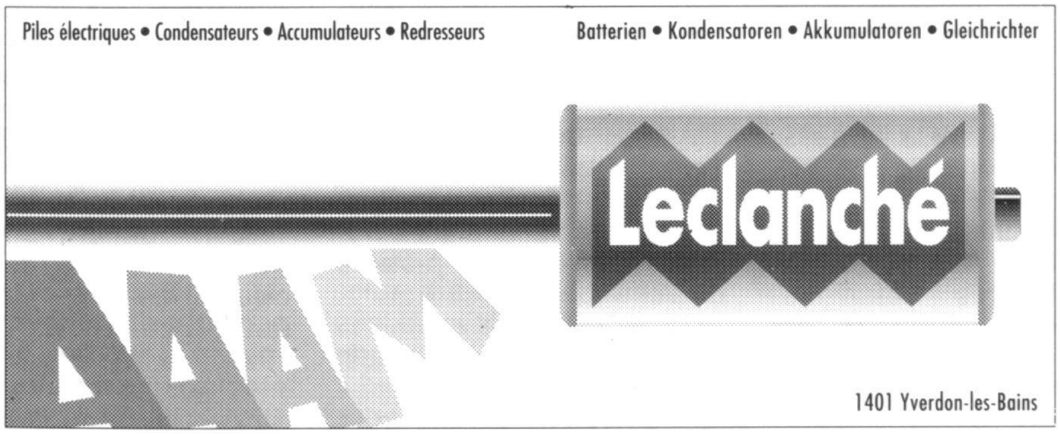
On nous dit: «Il faut réduire les effectifs.» En même temps, on multiplie les charges. Et on ne nous fait aucune démonstration du bien de la réduction des ef-

fectifs. On peut, certes, les réduire. Passons à la Protection civile (laquelle ne protège rien mais est une institution de secourisme a posteriori), passons-lui les formations militaires de Protection aérienne, redénommées autrement pour la cause! Liquidons le valeureux Service militaire des chemins de fer, relent du début du siècle, et qui n'a qu'une valeur opérationnelle archi-secondaire. Cessons de subventionner à prix de bon argent un Service féminin quasi exotique. Cessons de convoquer des militaires pour renflouer en heures de service dûment soldées (plus d'un régiment par an) les carences découlant du «Personal Stop» des Chambres, une tricherie de plus (on parle ici de tous les «spécialistes» pompés par l'administration, traducteurs et autres, pour y effectuer leur cours de répétition).

Arrêtons l'imbécillité de vouloir faire servir à tout prix dans les rangs des non-porteurs d'armes et des objecteurs plus déclarés. Vous voulez réduire, alors faites-le là où il y a lieu. Entre nous, le coulage est énorme déjà: le plus de 400 000 hommes en âge de porter les armes et qui en sont dispensés – dont pas un dixième pour renvoi d'un cours – ça porte à penser que les autres sont quasi des volontaires, des naïfs, des inconscients. Bref, nous voguons dans l'incohérence et sommes comme le porcher qui, voyant le berger tondre ses moutons, rentra à sa porcherie faire de même avec ses cochons.

Il en fut de même et de façon notoire en 1970. Le dit «Rapport Oswald». On s'empressa de se calquer sur les Israéliens. N'avaient-ils pas gagné sur le champ de bataille quelques rounds? On omit alors de regarder contre quels adversaires! De plus, en arrière-fond, on adopta pour le comportement de la troupe un machin correspondant à deux poils près aux revendications du «Bunker» de Zurich.

Ce processus n'est de loin pas terminé, consistant dans la pratique à tenir compte de façon pleutre de la minorité, gueularde par définition. J'ajoute à propos d'Oswald que son rapport comportait trois quarts de propositions valables. N'en citons qu'une: une place de tir de combat à munition de guerre au niveau bataillonnaire par division. Là, rien ne se fit. Seul se réalisa ce qui avait parenté avec la jactance et avec la politique d'abandon.

N'en va-t-il pas de même de nos jours, malgré les grands mots, avec la prétendue Armée 95? L'un tond son mouton, l'autre son cochon. Cette locution néerlandaise avait cours en 1515. Preuve à l'appui le tableau de Bruegel l'Ancien peint cette année-là. Pauvres troupes non commandées mais administrées, il vous faudra bien cesser de ridiculiser celles des Français de 1940.

P.-M.-J.D.